Compte rendu du conseil municipal du 12 Septembre 2020 à 10h30.

Présents : LAGUERRE Francis, PHILIP Pascal, ALARD Daniel, GLINKA Lionel, LAURENT Patricia, JEANNOT Edouard, CASTA Jean Pierre, GUIMARD Aurore, SERRANO Sandrine.

Absents : MARTIN PONS Florence et MONNERET Sophie.

Secrétaire de séance : GLINKA Lionel

1 – Approbation à l'unanimité du compte rendu du conseil municipal du 20 juillet 2020 (9 votes favorables).

2 –Précision dans les délégations attribuées au Maire (lors de l'installation du conseil) jusqu'à quelle somme il peut exercer son droit de préemption (ceci est demandé par le contrôle de légalité de la Préfecture) : **le conseil a décidé à l'unanimité la somme de 3000 €.**

3 – Afin de vérifier la ventilation des sommes reversées par l'Agglo aux communes, une commission (CLECT) a été constituée. Elle se réunit une fois par an avec les élus désignés par chaque commune : **après délibération, le conseil a décidé à l'unanimité que les élus seront Lionel Glinka en titulaire et Pascal Philip en suppléant.**

4 – La commission communale des impôts se réunit une fois par an. Elle examine les dossiers concernant l'urbanisme déposés à l'année N – 1. 6 titulaires et 6 suppléants plus une autre liste de 6 + 6 en cas de besoin ont été désignés par le maire et **validés par le conseil municipal.** Les services des impôts sont chargés de constituer la liste définitive.

Concernant le représentant de la commune au niveau intercommunautaire, **Daniel Alard a été désigné à l'unanimité.**

5 –Le dispositif AFPR proposé par Pôle Emploi pour former un employé dans l'optique d'une embauche sera mis en place mi-October 2020 jusqu'à la fin de l'année. Il s'agit d'un dispositif de 400h qui permet à la fois une formation et un travail à l'essai. Pôle Emploi participe pour 57 % du salaire. **Le conseil municipal a accepté** de compléter avec le budget communal cette rémunération, soit environ 2400 € pour la période (disponible sur le budget concerné). **Pour l'année 2021, un poste de stagiaire sera ouvert.**

En vue du départ du technicien, il sera nécessaire de modifier l'organigramme et de le remplacer **par le poste d'adjoint technique (création de poste).**

6 – Le règlement général sur la protection des données (RGPD) est une obligation depuis mai 2018 mais jusque là, nous n'avions pas de solution pour l'exercice de cette fonction qui doit être assuré par un personnel extérieur à la commune. Le Centre de Gestion propose une convention avec l'intervention d'un salarié récemment embauché à cet effet. Pour Prayols, cette prestation représente un coût annuel de 450 €. **Après délibération, le conseil a accepté cette solution à l'unanimité.**

Il faudra demander si cette ressource peut également couvrir les besoins du SIVE.

7 – La succession de Jean Lanta n'ayant pas abouti et son décès remontant à plus de 30 ans, la commune se doit d'acquérir ses biens car elle en est responsable (**deux bâtiments sont concernés qui se trouvent dans une situation de péril et plusieurs parcelles de terrain qui sont actuellement en friche**). La SAFER nous propose les coordonnées d'un notaire habitué à ce type de démarche pour une participation de 500 € environ. Ensuite, la SAFER pourrait prendre le relais pour la vente des biens après évaluation. Elle serait payée sur les frais d'actes par les acheteurs et la commune bénéficierait de l'argent correspondant à ces ventes. **Après délibération, le conseil a décidé à l'unanimité de suivre cette voie.**

8 – Suite au dossier déposé dans le mandat précédent, une dotation (DETR) nous a été attribuée pour la réfection du chauffage de la Mairie mais nous avons présenté un projet a minima et depuis nous avons fait une étude qui demanderait de doubler l'enveloppe (et en plus prévoir l'isolation). **Le conseil a décidé à l'unanimité de faire une nouvelle demande de DETR incluant l'isolation et de renoncer à celle déjà obtenue.**

9 – JFG Consulting a présenté à l'ensemble des présents, une démarche concernant une éventuelle révision du contrat établi avec TDF. **Une étude plus approfondie sera réalisée afin de savoir si le conseil s'engage dans cette voie.**

10 – Questions diverses :

La mairie a reçu des doléances sur la nuisance des pigeons : une étude va être menée afin de voir les différentes possibilités (solutions et tarifs) et de limiter ainsi ces nuisances.

Il en va de même pour les sangliers. Une battue administrative a été demandée (à deux reprises). Le lieutenant de l'ouvrier est sollicité régulièrement. Si rien n'avance, la Préfecture sera informée et du coup le sanglier pourrait être considéré comme nuisible sur la commune et chassé en dehors des périodes habituelles de chasse.

La séance est levée à 12H.